

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE FÉDÉRALE DE CRÉDIT MUTUEL

Siège social : 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen
67913 STRASBOURG CEDEX 9
588 505 354 R.C.S. Strasbourg.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2025

Comptes globalisés du périmètre réglementaire - Réseau CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE au 31.12.2024

Comptes sociaux

I. — Bilan
(en milliers €)

Actif (en milliers €)	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, banques centrales, CCP	421 003	429 923
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	21 504 999	21 190 338
Opérations avec la clientèle	185 230 797	185 909 366
Obligations et autres titres à revenu fixe	27 060	30 465
Actions et autres titres à revenu variable	204 217	214 067
Participations et autres titres détenus à long terme	286 470	279 639
Parts dans les entreprises liées	9 402 650	9 383 309
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	149 142	151 379
Immobilisations corporelles	687 592	680 133
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	2 257 367	4 184 529
Comptes de régularisation	807 569	1 473 306
Total de l'actif	220 978 866	223 926 454
Hors-bilan	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	18 502 431	20 216 443
Engagements de garantie	4 220 812	4 235 470
Engagements sur titres	-	-
Passif	31.12.2024	31.12.2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	32 643 867	37 010 976
Opérations avec la clientèle	154 908 207	152 104 510
Dettes représentées par un titre	393 991	416 750
Autres passifs	2 168 535	4 548 179
Comptes de régularisation	1 809 895	1 726 933
Provisions	1 539 235	1 358 170
Dettes subordonnées	95 676	95 653
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	5 703 427	5 487 889
Capitaux propres hors FRBG	21 715 983	21 177 394
– Capital souscrit	8 604 863	8 699 557
– Primes d'émission	43 408	43 408
– Réserves	12 222 292	11 438 702
– Écart de réévaluation	-	-
– Provisions réglementées et subventions investissements	36 632	44 063
– Report à nouveau (+/-)	-27 907	77 287
– Résultat de l'exercice (+/-)	836 695	874 377
Total du passif	220 978 866	223 926 454

Hors-bilan	31.12.2024	31.12.2023
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	10 699 526	11 147 854
Engagements sur titres	-	-

II. — Compte de résultat (en milliers €)

Compte de résultat	31.12.2024	31.12.2023
+ Intérêts et produits assimilés	7 430 301	6 315 532
- Intérêts et charges assimilés	- 5 614 572	- 4 560 037
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés		
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	521 670	502 110
+ Commissions (produits)	2 627 093	2 549 964
- Commissions (charges)	-512 042	-455 831
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25 101	22 009
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5 708	- 970
+ Autres produits d'exploitation bancaire	17 273	19 469
- Autres charges d'exploitation bancaire	-42 867	-50 548
Produit net bancaire	4 457 665	4 341 698
- Charges générales d'exploitation	-2 825 034	-2 774 989
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-72 705	-76 116
Résultat brut d'exploitation	1 559 926	1 490 593
+/- Coût du risque	-190 053	-131 859
Résultat d'exploitation	1 369 873	1 358 734
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22 206	60 158
Résultat courant avant impôt	1 392 079	1 418 892
+/- Résultat exceptionnel	99	119
- Impôts sur les bénéfices	-283 090	-296 666
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-272 393	-247 968
Résultat net	836 695	874 377

III. — Affectation du résultat

Origines :	
Bénéfice de l'exercice	836 695
Report à nouveau	-27 907
Résultat à affecter	808 788
Affectation :	
Réserves et report à nouveau	558 759
Intérêts aux parts sociales et dividendes	250 029
	808 788

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

L'article R511-3 du Code monétaire et financier prévoit que le respect de la réglementation bancaire, telle que définie à l'article L611-1 du même Code, est apprécié collectivement en cas d'agrément délivré par la Banque Centrale Européenne (BCE) sur proposition de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) à une caisse fédérale de crédit mutuel et aux caisses locales qui lui sont affiliées.

Dans ce cadre, les Crédit Mutuel Centre Est Europe, du Sud-Est, Ile-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, du Centre, de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, Dauphiné-Vivaraïs, Méditerranéen, Normandie, Anjou, Massif-Central et Antilles-Guyane bénéficient ensemble d'un même agrément collectif et d'une caisse fédérale commune, établissent des comptes globalisés, qui visent à présenter la situation financière et les résultats de l'ensemble comme s'il n'était constitué que d'une seule entité. Cet ensemble constitue la société mère des comptes consolidés de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le Crédit Mutuel Centre Est Europe, le Crédit Mutuel du Sud-Est, le Crédit Mutuel Ile-de-France, le Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc, le Crédit Mutuel Midi Atlantique, le Crédit Mutuel du Centre, le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, le Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs, le Crédit Mutuel Méditerranéen, Crédit Mutuel de Normandie, le Crédit Mutuel Anjou, le Crédit Mutuel Massif-Central et le Crédit Mutuel Antilles- Guyane sont affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, organe central au sens des dispositions des articles L.511 30 et suivants du Code monétaire et financier. L'organe central est chargé de veiller à la cohésion du réseau et de s'assurer du bon fonctionnement des établissements affiliés, en prenant toutes les mesures nécessaires pour garantir leur liquidité et leur solvabilité. Au Crédit Mutuel, ces dispositions se traduisent notamment par l'alimentation, à hauteur de 2% des dépôts, d'un compte ouvert à la Caisse Centrale du Crédit Mutuel destiné à garantir, en cas de besoin, la liquidité des affiliés.

Des précisions complémentaires concernant les différentes entités constitutives du périmètre de la globalisation figurent en note n°1.1.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes globalisés sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

• Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice 2024.

Note n° 1.1 Principes et périmètre de la globalisation des comptes

La globalisation des comptes est une opération qui consiste à agréger les comptes individuels des différentes entités du périmètre.

Elle comporte essentiellement comme opérations :

- le cumul des comptes sociaux individuels,
- l'élimination des opérations réciproques (actif, passif, charges, produits et hors bilan),
- l'élimination des titres de participation et des dividendes perçus entre sociétés incluses dans le périmètre de globalisation.

Les entités qui forment le périmètre de globalisation au 31 décembre sont :

- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel du Centre,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Normandie
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Anjou
- la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est,
- la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- la Fédération du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc,
- la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- la Fédération du Crédit Mutuel du Centre,
- la Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest,
- la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois,
- la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen,
- la Fédération du Crédit Mutuel de Normandie,
- la Fédération du Crédit Mutuel Anjou,
- la Fédération du Crédit Mutuel Massif-Central,
- la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane.
- la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe

Note n° 1.2 Évaluation des créances et dettes et utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Les créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition, s'il est différent de la valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas concernant :

- la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- les régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux ;
- la valorisation des titres de participation ;
- les provisions pour risques et charges.

Note n° 1.3 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme Conformément au règlement ANC n°2014 -07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note n° 1.4 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

À compter du 31 décembre 2020, dans les états de synthèse, le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC n'est plus inscrit dans les « créances sur établissements de crédit » à l'actif du bilan, mais est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret bleu, du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note n° 1.5 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées »
 - « Obligations et autres titres à revenu fixe »
 - « Actions et autres titres à revenu variable »
- enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

• Titres de transaction

Sont classés dans ce portefeuille les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et qui sont négociables sur un marché dont la liquidité est assurée, avec des prix de marché significatifs. Ils sont enregistrés coupon couru éventuel à l'achat inclus, les frais d'acquisition étant portés en charges. À la date de clôture, les titres de transaction sont évalués au prix de marché. Le solde global des gains et des pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

• Titres de placement

Les titres de placement sont la catégorie de classement par défaut des titres qui ne relèvent pas d'un autre classement comptable. Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné. À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel par code valeur ou par ensembles homogènes ; les titres de placement sont valorisés au cours de cotation lorsque le marché est actif, à défaut par des techniques de valorisation s'appuyant sur des transactions récentes ou des modélisations couramment utilisées par les intervenants de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

• Titres d'investissement

Sont classées dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques). L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les bons du Trésor, titres de créances négociables et instruments du marché interbancaire classés dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont enregistrés au prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. Les produits d'intérêts sont calculés au taux négocié, le montant de la prime ou de la décote faisant l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle.

Les obligations comprises dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont comptabilisées hors coupon couru. Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres. Lorsque leur prix d'acquisition est différent de leur valeur de remboursement, cette différence est amortie linéairement et portée en charges ou produits selon le cas.

Les titres libellés en devises sont évalués au cours de change à la date de clôture ou à la date antérieure la plus proche. Les différences d'évaluation sont portées en pertes ou en gains sur opérations financières.

• Reclassement d'actifs financiers

Les reclassements de titres entre les différentes catégories comptables obéissent aux dispositions prévues par les articles 2381-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

• Cessions temporaires de titres

Les cessions temporaires de titres sont destinées à garantir des prêts ou des emprunts de trésorerie par des titres. Elles prennent principalement deux formes distinctes, selon le mécanisme juridique utilisé, à savoir :

- les pensions,
- les prêts et emprunts de titres.

La pension consiste juridiquement à céder en pleine propriété des titres, l'acheteur s'engageant irrévocablement à les rétrocéder et le vendeur à les reprendre, à un prix et une date convenus lors de la conclusion du contrat. Comptablement, les titres donnés en pension sont maintenus dans leur poste d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables aux portefeuilles auxquels ils se rattachent. Parallèlement, la dette représentative du montant encaissé est enregistrée au passif. La créance représentative d'une pension sur titres reçus est enregistrée à l'actif.

Les prêts de titres sont des prêts à la consommation régis par le Code civil dans lesquels l'emprunteur s'engage irrévocablement à restituer les titres empruntés à l'échéance. Ces prêts sont généralement garantis par la remise d'espèces, qui restent acquises au prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans ce dernier cas, l'opération est assimilée à une opération de pension et enregistrée comptablement comme telle. En cas de prêt dit « sec » sans remise d'espèces, les titres prêtés ne figurent plus au bilan et une créance représentative de la valeur des titres prêtés est inscrite à l'actif, cette créance étant évaluée à chaque arrêté selon les règles applicables au portefeuille d'origine des titres. En cas d'emprunt dit « sec », les titres empruntés sont inscrits dans le portefeuille de transaction et une dette est constatée au passif, au prix de marché à la mise en place et lors des arrêts ultérieurs. Dans les états de synthèse, le montant de la dette représentative de la valeur des titres empruntés au passif est diminué du montant des titres empruntés comptabilisés à l'actif.

Note n° 1.6 Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion.

Les titres de participation et de filiales sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

Ces titres sont comptabilisés au coût historique. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention ; elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Note n° 1.7 Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle, les durées de vie usuelles étant :

- logiciels : 1 à 10 ans
- constructions – gros œuvre structure : 20 à 80 ans
- constructions – équipements : 10 à 40 ans
- agencements et installations : 5 à 15 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- matériel informatique : 3 à 5 ans

Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

Note n° 1.8 Conversion des opérations en devises

Les créances et dettes, ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan, sont convertis au cours de marché à la clôture de l'exercice.

Les actifs corporels sont maintenus au coût historique. Les actifs financiers sont convertis au cours de clôture (voir précisions notes précédentes).

Les produits et charges en devises sont enregistrés en résultat au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change latents ou définitifs résultant des opérations de conversion sont constatés à chaque arrêté comptable.

Note n° 1.9 Contrats d'échange (swaps)

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

Portefeuille (a) vers le portefeuille (b)

Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d)

Portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs. Le risque de contrepartie est calculé conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8%. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10%.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat *pro rata temporis* sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

Note n° 1.10 Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

• Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers d'un contrat d'assurance. Ce contrat de type article 83 CGI assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies. L'engagement relatif à ce régime est entièrement couvert par les réserves constituées. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

• Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. So nt notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 64ème anniversaire.

Note n° 1.11 Fonds pour risques bancaires généraux

Les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que la banque décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Au 31 décembre 2024, les montants affectés à ces fonds s'élèvent à 5.703,4 millions d'euros, après une dotation nette de 270,9 millions d'euros au titre de l'exercice.

Note n° 1.12 Provisions

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

Les entités incluses dans le périmètre de globalisation peuvent être parties à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe et à la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane constituent une provision forfaitaire sur les crédits. Son assiette repose sur les crédits mis en force durant l'exercice.

Note n° 1.13 Provision épargne logement

Les comptes Epargne Logement (CEL) et les Plans Epargne Logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions calculées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07. Ces provisions couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux produits d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et les encours d'épargne minimum attendus. Ces encours minimum sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5% sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon Euribor. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note n° 1.14 Commissions

Les commissions sont généralement enregistrées à leur encaissement, à l'exception de celles rémunérant un service dans le temps, ou lorsqu'elles sont relatives aux opérations financières constatées dès la clôture de l'émission ou de leur facturation.

Note n° 1.15 Impôt sur les sociétés

Intégration fiscale

Avec effet au 1er janvier 2016, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CFCM) a exercé l'option pour « l'intégration fiscale mutualiste » conformément aux dispositions de l'article 223 A, 5ème alinéa du Code Général des Impôts.

Le mécanisme de l'intégration fiscale permet de payer l'impôt sur les sociétés sur un résultat global obtenu en faisant la somme algébrique des résultats positifs et négatifs des différentes entités du groupe. Le groupe d'intégration fiscale de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel est constitué de :

- la CFCM elle-même, société « tête d'intégration »,
- les caisses locales et régionales qui lui sont affiliées en vertu d'un agrément d'exercice collectif délivré par le régulateur bancaire,
- la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et 25 de ses filiales qui ont exercé l'option pour y participer.

Par convention, chaque membre de l'intégration fiscale est tenu de verser à la CFCM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si le membre était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les membres auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle calculé comme si la société était imposée séparément ;
- les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôt ;
- la charge ou le produit d'impôt afférent aux crédits d'impôt sur prêts à taux zéro et prêts assimilés.

Sociétés non incluses dans l'intégration fiscale

Ne font pas partie du périmètre de l'intégration fiscale : les treize Fédérations de Crédit Mutuel, les Caisses de Crédit Mutuel 09120 ouverte en cours d'exercice 2022 et 05360 implantée hors France. Leurs charges d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle sont déterminées selon la réglementation fiscale applicable.

Note n° 1.16 Implantations dans les États ou territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations en matière fiscale

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L511-45 du Code monétaire et financier.

Note n° 1.17 Consolidation

Les entités du périmètre réglementaire forment la société mère du périmètre de consolidation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale faisant lui-même partie du périmètre de consolidation de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

2. Autres informations

Mécanisme d'émission et de remboursement du capital des caisses de crédit mutuel

Les caisses de crédit mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles,
- de parts B négociables.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au moins une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B par un même sociétaire à 50 000 euros.

Le capital social peut augmenter par la création de parts sociales souscrites par des nouveaux ou d'anciens sociétaires. Le sociétaire peut demander le remboursement de tout ou partie de ses parts B en observant un préavis de cinq ans. Le capital social de la Caisse peut diminuer dans les limites fixées par l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947. Le remboursement de part sociale est soumis à l'autorisation du Conseil d'Administration de la Caisse locale.

La valeur et le nominal des parts sociales ou actions est variable selon les entités. Au 31 décembre 2024, le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 256,2 millions d'euros au titre des parts A, contre 258,3 millions d'euros au 31 décembre 2023,
- 7.661.7 millions d'euros au titre des parts B, contre 7.746.1 millions d'euros au 31 décembre 2023,

3. Notes annexes au bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros (en m€).

3.1 Actif immobilisé

Valeur brute	2024	2023
Immobilisations financières	9 690 460	9 664 075
Immobilisations corporelles	2 360 327	2 308 395
Immobilisations incorporelles	162 200	165 031
Total	12 212 987	12 137 501

3.2 Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé

Amortissements	2024	2023
Immobilisations financières	-	-
Immobilisations corporelles	1 672 570	1 628 097
Immobilisations incorporelles	9 541	9 449
Total	1 682 111	1 637 546

Dépréciations	2024	2023
Immobilisations financières	1 340	1 127
Immobilisations corporelles	165	165
Immobilisations incorporelles	4 517	4 203
Total	5 022	5 495

3.3 Répartition des créances sur la clientèle

	2024	2023
Créances commerciales	45 724	53 802
- Dont affacturage		
Créances rattachées	0	0
Autres concours		
Prêts et crédits	182 178 572	183 250 156
Titres reçus en pension livrée		
Créances rattachées	262 962	235 161
Comptes ordinaires débiteurs	966 561	785 369
Créances rattachées	47 134	47 438
Créances douteuses	2 795 270	2 533 001
Provisions	-1 065 426	-995 561
Total	185 230 797	185 909 366
Eligibilité des créances au refinancement de la Banque de France		
Créances éligibles / Clientèle	35 261 869	43 622 035
Créances non éligibles / Clientèle	102 475 215	123 141 615
Prêts subordonnés et participatifs		
Prêts participatifs (Clientèle)	319	319
Prêts subordonnés (Clientèle)	0	0

Parmi les créances douteuses sur la clientèle, les créances douteuses compromises s'élèvent à 2 182 323 m€ et font l'objet de 859 977 m€ de dépréciations.

Parmi les créances saines, il n'existe aucun crédit restructuré à des conditions hors marchés.

Répartition des créances sur la clientèle

Hors créances rattachées de 282 599 m€ sur créances brutes	2024		
	Créances saines	Créances douteuses	Dépréciations
Répartition par grands types de contrepartie			
. Sociétés	35 829 661	1 348 904	508 497
. Entrepreneurs individuels	24 869 498	449 650	170 401
. Particuliers	116 500 470	970 898	379 429
. Administrations publiques	4 990 474	5 062	833
. Administrations privées	1 000 754	20 756	6 266
Total	183 190 857	2 795 270	1 065 426
Répartition par secteurs géographiques			
. France	181 688 163	2 767 231	1 050 367
. Europe hors France	457 075	9 723	6 032
. Autres pays	1 045 619	18 316	9 027
Total	183 190 857	2 795 270	1 065 426

3.4 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Caisse, banques centrales, CCP et créances sur les ets. de crédit	17 058 564	155 355	2 499 780	1 159 456	1 052 847	21 926 002
Créances sur la clientèle	6 443 041	13 140 084	61 019 970	104 317 606	310 096	185 230 797
Obligations et autres titres						
À revenu fixe			755	24 583	1 722	27 060
Totaux	23 501 605	13 295 439	63 520 505	105 501 645	1 364 665	207 183 859

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.
Aucun crédit à durée indéterminée n'est accordé à la clientèle au 31 décembre 2024.

Passif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Dettes envers les Ets. de crédit	2 678 987	2 103 175	16 600 363	11 090 573	170 769	32 643 867
Comptes créditeurs de la clientèle	122 903 803	7 641 304	20 393 462	3 400 647	568 811	154 908 027
- Centralisation CDC	-34 467 943					-34 467 943
Dettes représentées par un titre	92 191	3 015	257 629	38 790	2 366	393 991
Bons de caisse	2 191	3 015	15 629	3 790	178	24 803
Titres du marché interbancaire et titres de	90 000	-	242 000	35 000	2 188	369 188
Créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Totaux	125 674 981	9 747 494	37 251 454	14 530 010	741 946	187 945 885

3.4.2 Dépréciations des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

y comprises créances rattachées	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances saines sur les établissements de crédit	21 504 999	-	21 504 999	21 190 338	-	21 190 338
Créances douteuses sur les établissements de crédit			-			-
Totaux	21 504 999	-	21 504 999	21 190 338	-	21 190 338
Créances saines sur la clientèle	183 500 953	-	183 500 953	184 371 926	-	184 371 926
Créances douteuses sur la clientèle	2 795 270	1 065 426	1 729 844	2 533 001	995 561	1 537 440
Totaux	186 296 223	1 065 426	185 230 797	186 904 927	995 561	185 909 366

3.4.3 Evolutions des provisions sur créances douteuses

	2023	Dotations	Reprises	Autres variations	2024
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-995 561	-295 471	225 206	400	-1 065 426
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple					
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe					
Dépréciations sur autres actifs					
Total	-995 561	-295 471	225 206	400	-1 065 426

3.4.4 Autres provisions

Actif	2023	Acquisitions - dotations	Cessions-reprises	Autres mouvements	2024
Provisions pour risques de contreparties					
- Provisions - Exécution engag signature	33 451	17 938	-14 474	-3	36 912
- Provisions - Engagements hors-bilan					
- Provisions - Autres prov. risques pays					
- Prov. générale de risque de crédit	48 236	4 919	-1 282		51 873
- Autres provisions pour risques de contreparties	929 139	22 466	-905		950 700
Provisions pour pertes sur IFT					
Provisions sur filiales et participations	254	4	-34		224
Provisions pour R&C hors risques de contreparties					
- Provisions pour charges de retraite	36 949	4 791	-15 323	-2	26 415
- Provisions - Provisions pour litiges	15 502	4 183	-2 697	6	16 994
- Provisions - Epargne logement	132 208	58 207	-798		189 617
- Autres provisions pour risques et charges	162 431	144 116	-48 892	8 895	266 550
Totaux	1 358 170	256 624	-84 405	8 896	1 539 285

3.5.1 En cours au titre de l'épargne logement

	31.12.2024	31.12.2023
Encours des plans d'épargne logement		
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	2 992	3 022
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	8 657	12 521
Ancienneté supérieure à 10 ans	8 310	7 567
Total	19 959	23 110
Encours de comptes d'épargne logement	3 540	3 392
Total des comptes et plans d'épargne logement	23 498	26 502
Prêts d'épargne-logement	31.12.2024	31.12.2023

Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	86 169	25 871
---	--------	--------

3.5.2 En cours de crédits octroyés au titre des PEL et CEL

	31.12.2024	31.12.2023
Crédits au titre des plans d'épargne logement		
Ancienneté comprise entre 0-4 ans	42 875	12 866
Ancienneté comprise entre 4-10 ans	2 379	5 718
Ancienneté supérieure à 10 ans	7 002	8 854
Total	52 256	27 438
Crédits au titre de comptes d'épargne logement	89 353	25 944
Total	141 609	53 382

3.6 Répartition des actifs subordonnés

	Montant subordonné	dont prêts participatifs
Créances sur les établissements de crédit		
À terme	656 504	8 677
Créances sur la clientèle		
Autres concours à la clientèle	321	9
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Total	656 825	8 686

3.7 Dettes subordonnées

Dettes représentant plus de 10% du total des dettes subordonnées

Montant de l'emprunt	Devise	Échéance	Possibilité de remboursement anticipé
95 574	EUR	24/03/2026	Oui
Conditions de la subordination : emprunts participatifs au sens des articles 24 et suivants de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978			

Autres dettes

Dettes rattachées	102
-------------------	-----

3.8 Portefeuille titres : ventilation entre portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de placement	Portefeuille Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
dont créances rattachées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	27 060	-	27 060
dont créances rattachées	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	204 217	-	204 217
Actions propres	-	-	-	-
Total	-	231 277	-	231 277
dont titres à revenu fixe hors créances rattachées	-	27 060	-	27 060

Il n'y a pas eu de transfert entre les différents portefeuilles de titres.

3.9 Portefeuille titres : répartition des titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement par notations des émetteurs

Hors créances rattachées

- AAA, AA, A	694
- BBB	-
- En dessous de BBB	-
- Non noté	26 366
Total	27 060

3.10 Portefeuille titres : différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement et des titres d'investissement

Nature des titres	Décotes	Surcotes
-------------------	---------	----------

Titres de placement	-	-
Marché obligataire	-	-
Marché monétaire	-	-
Titres d'investissement	-	-
Marché obligataire	-	-
Marché monétaire	-	-
Totaux	-	-

3.11 Portfeuille titres : plus et moins-values latentes sur titres de placement

Montant des plus-values latentes sur titres de placement	-
Montant des moins-values latentes sur titres de placement ayant fait l'objet d'une provision	19 252

3.12 Portfeuille titres : montant des créances représentatives des titres prêtés

	Montant des créances
Effets publics et assimilés	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-
Actions et autres titres à revenu variable	-

3.13 Portfeuille titres : ventilation selon la cotation

	Montant des titres cotés	Montant des titres non cotés	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	761	26 299	-	27 060
Actions et autres titres à revenu variable	22	204 195	-	204 217
Actions propres	-	-	-	-
Totaux	783	230 494		231 277

3.14 Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Variation, sur l'exercice, des participations, des parts dans les entreprises liées et des autres titres détenus à long terme

	Titres de participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
Montant en début d'exercice	14 583	9 383 309	265 056
Entrées dans l'exercice	388	19 504	6 598
– par acquisition	388	19 504	6 598
– par transfert			
Sorties dans l'exercice	3	4	98
– par cession	3	4	98
– par transfert			
Montant brut en fin d'exercice	14 968	9 402 809	271 556
– titres cotés		6	
– titres non cotés	14 968	9 401 493	265 056
Montant cumulé des dépréciations en début d'exercice	772	353	3
Dotations aux dépréciations	54	159	
Reprises sur dépréciations			
Montant cumulé des dépréciations en fin d'exercice	826	512	3
Total net	14 914	9 402 650	271 556

3.15 Liste des principales filiales et participations (1)

(m€ et %)		Part de capital détenu (2)	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
Banque Fédérative du Crédit Mutuel - BFCM	valeur comptable (m€)	6 438 946	12 413 940	1 491 002
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	98,1%		
Euro-Information S.A.	valeur comptable (m€)	28 190	2 231 125	132 484
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	63,6%		
Caisse Centrale du Crédit Mutuel - CCCM	valeur comptable (m€)	273 929	908 725	34 420
88 rue Cardinet - PARIS	% de détention	67,2%		
Groupe ACM Holding	valeur comptable (m€)	1 662 269	2 503 939	493 490
4, rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG	% de détention	23,6%		

(1) : liste des filiales et participations au sens des articles L233-1 (filiale si % de détention supérieur à 50%) et L233-2 (participation si % de détention compris entre 10% et 50%) du code de commerce

(2) : capital détenu directement

3.16 Capitaux propres hors FRBG

	2023	Distributions sur résultat 2024	Autres variations	2024
Capital	8 699 557		-94 694	8 604 863
Primes d'émission	43 408		-	43 408
Réserves	11 438 702		783 590	12 222 292
Écart de réévaluation				
Provisions réglementées et subvention investissements	44 063		-7 431	36 632
Report à nouveau	77 287		-105 194	-27 907
Résultat de l'exercice			-37 682	836 695
<i>Distribution dividendes et intérêts sur parts sociales</i>		-250 029		
Totaux	21 177 394	-250 029	538 589	21 715 983

Réserves	2024	2023
Réserve légale	526 757	512 498
Réserves statutaires et contractuelles	10 070 925	9 342 553
Réserves réglementées	4 367	4 367
Autres réserves	1 620 243	1 579 284
Totaux	12 222 292	11 438 702

3.17 Écart de réévaluation

	2024	2023
Écart de réévaluation	-	-

3.18 Créances et dettes correspondant à des opérations effectuées avec le réseau

	2024		2023	
	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau
Créances sur les établissements de crédit	21 504 999	5 833 271	21 190 338	10 576 953
À vue	14 077 398	144 114	9 264 845	123 456
À terme	7 427 601	5 689 157	11 925 493	10 453 497
Dettes envers les établissements de crédit	32 643 867	841 666	37 010 976	5 401 144
À vue	966 661	829 472	1 075 864	651 305
À terme	31 677 206	12 194	35 935 112	4 749 839

3.19 Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale

Le montant des créances sur la clientèle éligible au refinancement d'une banque centrale est de 3.498 millions € au 31.12.2024.

3.20 Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Actif		
Caisse, banques centrales, C.C.P.	-	
Effets publics et valeurs assimilées	-	
Créances sur les établissements de crédit	1 052 847	
À vue	-	
À terme	1 052 847	
Créances sur la clientèle	310 108	
<i>dont sur créances douteuses</i>		
Créances commerciales	-	
Autres concours à la clientèle	262 974	
Comptes ordinaires débiteurs	47 134	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Autres actifs	1 722	
Passif		
Banques centrales, C.C.P.		-
Dettes envers les établissements de crédit		170 768
À vue		-
À terme		170 768
Avances sur emprunts obligataires		-
Comptes créditeurs de la clientèle		568 811
Comptes d'épargne à régime spécial		8 475

À vue		
À terme		8 475
Autres dettes		560 336
À vue		7 590
À terme		552 746
Clientèle financière		
À terme		7 828
Dettes représentées par un titre		2 366
Bons de caisse		178
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		2 188
Dettes subordonnées		102
Emprunts participatifs		102
Totaux	1 364 677	749 875

3.21 Postes « Autres actifs » et « Autres passifs »

Autres actifs	2024	2023
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Débiteurs divers	2 248 108	4 173 702
Avoirs en or et métaux précieux	3	3
Autres stocks et assimilés		
Autres emplois divers	9 256	10 824
Totaux	2 257 367	4 184 529

Autres passifs	2024	2023
Instruments conditionnels vendus	-	-
Dettes de titres de transaction	-	-
<i>Dont dettes sur titres empruntés</i>	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1 581	269
Versement restant à effectuer sur immobilisations financières	602	668
Créditeurs divers	2 166 320	4 547 242
Totaux	2 168 503	4 548 179

3.22 Comptes de régularisation

Actif	2024	2023
Comptes d'encaissement	166 480	434 009
Charges à répartir	680	1 100
Charges constatées d'avance	8 276	19 030
Produits à recevoir	86 438	89 334
Comptes de régularisation divers	545 695	929 833
Totaux	807 569	1 473 306

Passif	2024	2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	95	276
Produits constatés d'avance	777 401	698 078
Charges à payer	849 361	807 713
Comptes de régularisation divers	183 038	220 866
Totaux	1 809 895	1 726 933

3.23 Solde non amorti de la différence entre montant initialement reçu et prix de remboursement des dettes représentées par un titre

	2024	2023
Prime d'émission des titres à revenu fixe	-	-
Primes de remboursement des titres à revenu fixe	-	-
Totaux	-	-

3.24 Provisions

	2024	2023
Provisions pour charges de retraite	26 415	36 949
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	36 912	33 451
Provisions pour risques sur opérations de promotion immobilière	-	-
Provisions pour impôt	8	8
Provisions forfaitaires sur crédits et PGRC	1 002 269	977 024
Provisions épargne logement	189 617	132 208

Provisions sur intérêts de comptes à terme a taux progressifs	129 414	50 457
Autres provisions	154 650	128 073
Totaux	1 539 285	1 358 170

3.25 Provisions épargne logement

	Encours		Provisions	
	2024	2023	2024	2023
Plans d'épargne logement	19 958 558	23 109 534	181 711	130 051
Comptes d'épargne logement	3 539 934	3 392 159	713	688
Prêts d'épargne logement	141 290	53 210	7 193	1 468

3.26 Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier :

211 570 comptes pour 226 742 940,91 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier :

12 500 comptes pour 10 527 988,88 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations

3.27 Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et consignations

Montant des dépôts collectés (livrets bleus/A, livrets de développement durable)	Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan
63 089,9	34 467,9	28 622,0

4. Notes annexes au hors-bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros (en m€).

4.1 Engagements donnés

	2024	2023
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	15	15
Engagements en faveur de la clientèle	18 502 416	20 216 428
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	33 847	34 512
Engagements en faveur de la clientèle (1)	4 186 965	4 200 958
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-
Autres engagements donnés	-	-

(1) La Caisse de Crédit Mutuel « Cautionnement Mutuel de l'Habitat » se porte caution auprès d'établissements de crédit sur des prêts à l'habitat conclus par ses sociétaires ; le montant des prêts garantis et distribués par des entreprises liées est de 1 137 millions au 31 décembre 2023 et de 1 135 millions au 31 décembre 2024. Dans le cadre des opérations de refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2024, leur montant s'élève à 37.748 millions d'euros.

4.2 Engagements reçus

	2024	2023
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit	10 699 526	11 147 854
Engagement reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	-	-

4.3 Juste valeur des instruments dérivés

Valeur de marché	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risques de taux - comptabilité de couverture (micro et macro)				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-

IRS	1 458 065	833 682	1 982 243	771 877
Risques de taux - hors comptabilité de couverture				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
IRS	-	-	-	-
Risques de change				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
swaps	-	-	-	-
Risques de crédit				
CDS	-	-	-	-
Autres risques				
instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
swaps	-	-	-	-

La juste valeur des instruments dérivés est déterminée par rapport à leur valeur de marché, ou à défaut par l'application de modèles de marché

La présentation de cette annexe résulte de l'application des règlements du CRC n°2004-14 à 2004-19 relatifs aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers.

5. Notes annexes au compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros (en m€)

5.1 Produits et charges d'intérêts

	Produits 2024	Produits 2023
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	1 968 876	1 800 761
Produits sur opérations avec la clientèle	5 427 234	4 489 858
Produits sur obligations ou autres titres à revenus fixes	687	682
Produits sur prêts subordonnés	20 301	18 373
Autres produits à caractère d'intérêts	97	106
Dotations/reprises de provisions relatives aux intérêts	13 106	5 752
Totaux	7 430 301	6 315 532

	Charges 2024	Charges 2023
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	1 576 594	1 436 118
Charges sur opérations avec la clientèle	3 898 850	3 117 186
Charges sur obligations ou autres titres à revenus fixes	2 728	5 032
Charges sur emprunts subordonnés	-	-
Autres charges à caractère d'intérêts	-	-
Dotations/reprises de provisions relatives aux intérêts	136 400	1 701
Totaux	5 614 572	4 560 037

5.2 Revenu des titres à revenu variable

	2024	2023
Revenus des actions et autres titres à revenus variable de placement	6 463	7 113
Revenus des titres participations et de filiales	515 207	494 996
Revenus des titres de l'activité de portefeuille	-	1
Totaux	521 670	502 110

5.3 Commissions

	Produits 2024	Produits 2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	16 204	10 643
Commissions sur opérations avec la clientèle	728 466	690 650
Commissions relatives aux opérations sur titres	-	55
Commissions sur opérations de change	4 109	4 792
Commissions sur prestations de services financiers	1 729 013	1 677 786
Commissions sur opérations de hors bilan	44 558	49 600
Commissions diverses d'exploitation	112 575	124 584
Commissions rétrocédées	-7 832	-8 146
Totaux	2 627 093	2 549 964

	Charges	Charges
--	----------------	----------------

	2024	2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	-65	-463
Commissions sur opérations avec la clientèle	-29 497	-26 596
Commissions relatives aux opérations sur titres	-3 889	-3 605
Commissions sur opérations de change	-6	-8
Commissions sur prestations de services financiers	-422 819	-373 651
Commissions sur opérations de hors bilan	-10 659	-16 575
Commissions diverses d'exploitation	-45 107	-34 933
Totaux	-512 042	-455 831

5.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	2024	2023
Gains sur titres de transaction	5 708	-970
Gains sur opérations de change	25 101	22 009
Gains sur instruments financiers à terme		
Totaux	30 809	21 039

5.5 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	2024	2023
Produits des opérations de promotion immobilière	-	-
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Charges refacturées à l'exception des charges refacturées À l'euro	114	134
Transferts de charges	-	-
Quote-part des subventions d'investissement virée Au compte de résultat	-	-
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés Effectuées à titre accessoire	-	-
Produits sur opérations de location simple effectuées À titre accessoire	-	-
Produits provenant d'activité autres que les opérations de Banque et autres que les opérations connexes	12 518	12 809
Autres produits d'exploitation bancaire	4 641	6 526
Totaux	17 273	19 469
Charges des opérations de promotion immobilière	-	-
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Produits rétrocédés à l'exception des produits rétrocédés À l'euro	-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés Effectuées à titre accessoire	-	-
Charges sur opérations de location simple effectuées À titre accessoire	-	-
Charges provenant d'activité autres que les opérations de Banque et autres que les opérations connexes	-10 020	-14 650
Autres charges d'exploitation bancaire	-32 847	-35 898
Totaux	-42 867	-50 548

5.6 Charges générales d'exploitation

	2024	2023
Salaires et traitements	-1 133 888	-1 141 959
Charges sociales	-521 432	-499 673
Intéressement et participation des salariés	-178 943	-160 839
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-179 990	-177 272
Autres impôts et taxes	-35 284	-39 125
Services extérieurs	-1 082 173	-989 329
Dotations/reprises de provisions		
Sur charges générales d'exploitation	9 300	-170
Charges générales d'exploitation refacturées	300 721	263 730
Autres frais administratifs, cotisations FGD, BCE FRU	-3 345	-30 352
Totaux	-2 825 034	-2 774 989

Rémunérations des Dirigeants - Parties liées

Les rémunérations perçues par les dirigeants du Groupe comportent une part relative à leurs activités au sein du Crédit Mutuel et du CIC. Elles peuvent se composer

d'une partie fixe et d'une partie variable. Ces rémunérations sont fixées par les organes délibérants à partir des propositions des comités de rémunérations des Conseils d'administration concernés. Les dirigeants du Groupe peuvent également bénéficier des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du groupe.

Aucun titre de capital ou donnant accès au capital ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital des entités sous contrôle du Groupe ne leur a été attribué. De plus, ils ne perçoivent pas de jetons de présence en raison des mandats qu'ils exercent, que ce soit dans les sociétés du Groupe ou dans des sociétés autres mais en raison de leurs fonctions dans le Groupe.

Les dirigeants du Groupe peuvent par ailleurs détenir des avoirs ou des emprunts dans les livres des banques du Groupe, aux conditions offertes à l'ensemble du personnel. Les montants globaux des rémunérations et indemnités versées aux dirigeants du Groupe se sont élevés à 9 831 484 €, les provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail atteignent 3 527 983 € en 2024.

5.7 Coût du risque

	2024	2023	2020
Dotations aux provisions liées à des créances	-291 718	-238 466	-162 818
Dotations aux provisions liées à des opérations de hors bilan	-17 942	-15 693	-9 151
Dotations aux provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits et PGRC	-27 386	-27 362	-35 384
Créances irrécouvrables	-82 473	-85 835	-80 119
Reprises de provisions liées à des créances	208 316	207 094	187 300
Reprises de provisions liées à des opérations de hors bilan	14 477	9 976	7 704
Reprises de provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits	2 186	13 685	291
Récupération des créances amorties	4 487	4 742	4 756
Totaux	-190 053	-131 859	-87 421

5.8 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2024	2023
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles et incorporelles	10 338	2 411
Gains ou pertes sur immobilisations financières	11 868	57 747
Totaux	22 206	60 158

5.9 Résultat exceptionnel

	2024	2023
Pertes sur sociétés de personnes	-	-
Produits et charges divers	99	119
Résultat exceptionnel	99	119

5.10 Ventilation des impôts sur les bénéfices

	2024	2023
Impôts sur les bénéfices dus au titre de l'exercice	-283 530	-243 108
Dotations aux provisions à caractère d'impôts sur les bénéfices	-933	-53 558
Reprises de provisions à caractère d'impôts sur les bénéfices	1 373	
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	-283 090	-296 666

5.11 Effectifs moyens

	2024	2023
Techniciens de la banque	13 112	13 274
Cadres	8 318	7 924
Total	21 430	21 198

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes globalisés – Périmètre réglementaire

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes globalisés du Périmètre réglementaire – réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes globalisés – périmètre réglementaire sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la globalisation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes globalisés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

La sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous n'avons pas identifié de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes globalisés adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes globalisés adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes des comptes globalisés du périmètre réglementaire – réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale par votre assemblée générale du 4 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers France et du 10 mai 2022 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers France était dans la septième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la troisième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes globalisés

Il appartient à la direction d'établir des comptes globalisés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes globalisés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes globalisés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des comptes Groupe de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes globalisés du périmètre réglementaire ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes globalisés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes globalisés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ il identifie et évalue les risques que les comptes globalisés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes globalisés ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes globalisés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes globalisés et évalue si les comptes globalisés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

□ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de globalisation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes globalisés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes globalisés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 10 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers France
Laurent TAVERNIER

KPMG S.A.
Arnaud BOURDEILLE

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, le rapport de gestion du périmètre globalisé réseau Crédit mutuel Alliance Fédérale peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante :

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel
Direction Financière – Service Comptabilité
4, rue Frédéric Guillaume Raiffeisen
67913 STRASBOURG Cedex 9